

sions ruineuses faites au secteur primaire et en lui imposant un cadre fiscal qui ne lui soit pas plus favorable qu'au secteur secondaire créateur d'emplois.

Mon cinquième et dernier point, c'est que le gouvernement doit commencer à agir pour reprendre en main certains secteurs-clés de l'économie canadienne. Pas plus tard qu'aujourd'hui, à la Chambre des communes, le premier ministre et le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) ont révélé leur politique de circonsance, une politique hésitante qui n'en est pas une, relativement à la propriété étrangère, et plus particulièrement à la question des rapports économiques entre nos voisins américains et nous-mêmes. Le premier ministre n'a pas pu nous dire quand il annoncerait sa politique relative à la mainmise étrangère. Le chef de mon parti a demandé à maintes reprises, ces derniers jours, mais en vain, qu'on nous fasse part de cette politique. Le ministre de l'Industrie et du Commerce a refusé aujourd'hui d'expliquer notre politique à l'égard de l'industrie automobile, qui se chiffre à des millions de dollars.

Ce qu'il faut, monsieur l'Orateur, c'est que le gouvernement s'engage clairement à appliquer dès maintenant des mesures qui nous permettront de reprendre en main certains secteurs dont les possibilités de croissance dans l'économie mondiale sont évidentes. Il y a deux ans, j'ai proposé que nous laissions fluctuer notre dollar, et qu'au lieu de les laisser dormir aux États-Unis, nous utilisions nos réserves de dollars pour reprendre en main notre industrie pétrolière. Récemment, le député de Duvernay (M. Kierans) a fait une proposition semblable. Il a fait remarquer qu'avec nos réserves actuelles de 5 milliards de dollars, nous aurions de quoi mettre la main sur Chrysler et Dupont. Peu importe quelles industries importantes nous reprenons en main pour le moment. Après une évaluation sérieuse, nous découvrirons assurément un certain nombre de possibilités parmi les industries de main-d'œuvre. L'important, toutefois, c'est que nous nous y attaquions dès maintenant. Les centaines de milliers de Canadiens qui, dans ce froid intense, courent les rues à la recherche d'un emploi ont déjà attendu trop longtemps.

• (1600)

M. E. B. Osler (Winnipeg-Sud-Centre): A l'exemple de nombreux députés qui ont pris part à ce débat, je veux tout d'abord féliciter le parrain de la motion que nous discutons et celui qui l'a appuyée. A l'encontre des discours que nous avons entendus aujourd'hui, les leurs étaient, à mon avis, pleins d'optimisme. S'ils n'ont pas éludé certains problèmes que le pays affronte, ils n'ont pas, d'autre part, brossé de ce pays un tableau tout à fait sombre comme certains autres y sont enclins.

Si je disposais d'une heure ou d'une heure et demie, je serais fortement tenté de longuement commenter quelques-unes des déclarations du député d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent). Certaines d'entre elles étaient assez sensées, alors que d'autres péchaient par le contraire. Un libéral n'est pas un doctrinaire et il admet le bon sens tout en rejetant le non-sens. Il ne juge pas le rendement de quelqu'un suivant une vue idéale de l'esprit.

Le député d'Oshawa-Whitby voudrait-il demander à M. Schreyer d'une voix claire et haute afin que les Manitobains puissent l'entendre, s'il souhaite ou non obtenir des fonds du ministère de l'Expansion économique régionale pour venir en aide à l'entreprise privée ou permettre le développement de toute autre entreprise au Manitoba. S'il ne tient pas à recevoir ces fonds, je lui demanderai de me dire s'il préfère simplement le bon argent du Manitoba,

car il souhaiterait certainement investir tous les fonds qu'il recueillerait dans sa province pour encourager l'expansion industrielle et la création d'emplois. Je me demande s'il songerait sérieusement à dire aux agriculteurs de la Saskatchewan qu'une inflation, petite ou grande, n'a aucune importance particulière ou, à ses chers commettants, qu'ils ont toujours la ressource de vendre des voitures qui sont bigrement bien fabriquées et intrinsèquement bonnes, et qu'ils ont le droit de s'employer à fabriquer des automobiles dont le prix importe peu, par ailleurs, puisqu'on les vendra partout dans le monde. Voilà un des aspects de la stabilité des prix.

A la fin de son intervention, le député a dit qu'il serait terrible de faire en sorte que la valeur de notre dollar augmente. Je ne vois pas en quoi la hausse du dollar serait plus terrible que la hausse des prix des marchandises causée par l'inflation, que ce dollar représente. D'un côté, on a l'inflation qui serait une bonne chose et ne ferait de mal à personne excepté à ceux qui sont obligés de compter leurs sous, et d'un autre côté on a ce dollar réévalué qui serait une chose affreuse. Le discours du député manque de logique. Je pourrais m'étendre encore longuement sur ce sujet et je le ferai, mais pour l'heure il est temps de parler d'autre chose.

Il faut remarquer que depuis 1867, il y a eu des périodes de prédominance provinciale dans notre pays et d'autres périodes où c'est le gouvernement central qui a dominé la scène politique. Mais j'estime qu'en tout temps seul le pouvoir fédéral a été en mesure de prendre des mesures efficaces pour supprimer les barrières qui conduisent à l'isolement et permettre à chaque Canadien de découvrir ses propres possibilités et d'assurer que dans son esprit le Canada soit une terre de promesse et de compassion.

Permettez-moi de rappeler certaines des grandes décisions prises par le gouvernement fédéral qui ont fait de ce pays une nation. La volonté de Macdonald de construire un chemin de fer d'un océan à l'autre, décision qu'il a fait entériner par la Chambre après un débat long et houleux qui a duré plus de deux mois, a été l'une de ces décisions. Le chef de l'opposition d'alors—il n'y avait pas à cette époque de troisième ou quatrième partis, mais s'il y en avait eu ils auraient certainement mis leur grain de sel—affirmait que le chemin de fer transcanadien ne pourrait pas être construit dans le délai de dix ans qui était prévu par le contrat, «même si l'on y consacrait tout l'argent et toute la main-d'œuvre de l'empire». Pourtant, l'entreprise a été achevée à Craigellachi en 1885, donnant la possibilité au Canada actuel de se construire. Sans aucun doute, le chef de l'opposition et un bon nombre des grands éditorialistes de l'époque considéraient Macdonald comme un homme arrogant, un technocrate et un dictateur du fait qu'il insistait pour faire adopter son projet par le Parlement, qu'il défiait l'opposition et qu'il a finalement réussi à imposer sa volonté. Mais les insultes sont oubliées et le chemin de fer reste.

Puis il y a eu, à l'instigation de Laurier, l'occupation de l'Ouest, qui a ajouté muscles et nerfs à la longue épine dorsale continentale que ce chemin de fer avait créée.

Il y a eu ensuite la décision du Parlement de créer une marine canadienne plutôt que de fournir des hommes et des fonds à la flotte anglaise. Encore une fois, cela a fait tout un esclandre.

Une voix: Où est la marine marchande, maintenant?

M. Osler: On fait encore beaucoup d'esclandre, mais en règle générale, il ne faut pas s'en préoccuper, car si on en avait fait cas à cette époque, il n'y aurait pas eu de nation